

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Auchan

LA HALLE

HOP!

BRIDGESTONE

alinea

ENGIE

• **Constitution**

Projet de loi « 3 D » controversé p.7

• **Alenya**

Les 20^e Vendanges d'octobre p.10



Une figure militante :
Jordi Pere Cerdà
p.6



PROTÉGEONS
NOS
EMPLOIS !
RENAULT
AIRBUS

Sécurité de l'emploi URGENCE !

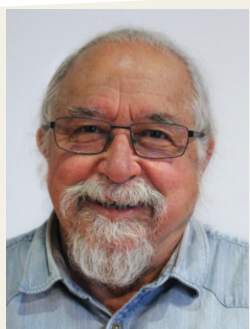
p.2 et 3

2€ - N°3949 - Semaine du 25 septembre au 1 octobre 2020



9 781234 567897

Contre les licenciements Covid



Ah, qu'il est loin le monde d'après ! Car la Covid a bon dos. Le capitalisme, dont nous avons pu chaque jour, depuis des décennies, mesurer l'inhumanité, tire un profit intolérable de la crise sanitaire. Le cynisme atteint un niveau qui étonne même les témoins les plus rompus aux coups tordus du grand patronat et du monde de la finance.

On avait connu les licenciements boursiers où jeter des salariés à la rue et des familles dans la misère permettait de gonfler les avoirs des actionnaires. Voici venu le temps des licenciements Covid où la pandémie sert de paravent à la casse organisée du tissu économique du pays.

Ainsi la riche famille Mulliez, magnats de la grande distribution, a vu la rentabilité de sa maison mère, Auchan, croître de 79 % entre mars et mai... et elle invoque la Covid pour licencier 1400 salariés. L'équipementier automobile Valeo profite de la crise sanitaire et des décrets et lois fournis par Macron et ses prédécesseurs pour casser à tour de bras les acquis sociaux ; tout y passe : augmentation du temps de travail, gel des salaires, flexibilité accrue... Un autre équipementier, Inteva, dans les Vosges veut profiter de l'ordonnance Macron du 20 mai pour laisser son entreprise qui est en redressement judiciaire, faire effacer les dettes puis la reprendre... en prenant soin de se séparer des 241 salariés. Quant à General Electric qui avait promis de créer 1000 emplois lors du rachat d'Alstom effectué avec la bénédiction d'Emmanuel Macron, il envisage de fermer deux sites et de supprimer 750 emplois. Et Bridgestone, Renault, CCG, Airbus, Nokia, La Halle, André, Hop !, Alinéa, Hyatt... La liste est longue des entreprises qui ont supprimé des emplois. Au total plus de 49 000 emplois avaient été bradés entre mars et août selon la Direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques. Et des milliers d'autres sont dans la ligne de mire du patronat.

Même le ministre de l'Economie est contraint de reconnaître timidement que la crise sanitaire est une mauvaise excuse aux mauvais coups capitalistes. Mais pas plus lui que le reste de la Macronie n'agissent contre ce déferlement. Au contraire, le gouvernement a offert huit milliards d'euros à l'automobile, dont a profité Valeo. Il perpétue le Cice qui remplit les poches de Mulliez. Il refuse d'interdire les licenciements Covid, de conditionner les aides à des critères sociaux et environnementaux.

Pourtant les solutions existent pour lier relance industrielle, justice sociale et transition écologique. Le Parti communiste a lancé une pétition nationale avec cinq revendications pour l'emploi. Les députés et sénateurs communistes viennent de présenter un contre-plan de relance bien différent du plan gouvernemental, à la fois par son ampleur (252 milliards d'euros) et par son contenu avec 117 mesures.

Aux salariés, aux chômeurs, aux jeunes de s'en emparer pour faire venir le monde d'après !

Annonces

1336/SCOP-TI. Vente de thés et infusions

Vendredi 25 septembre de 17h à 19h. Hall du Travailleur Catalan, 44, avenue de Prades à Perpignan.

Transition écologique en Vallespir

Vendredi 25, samedi 26, dimanche 27 septembre à 20h. Cinéma « Le Céretan » à Céret.

Du néolibéralisme au Commun, journées en présence de Pierre Dardot

Vendredi 25 et samedi 26 septembre. Hall Guy Mallé, 24, quai Sadi Carnot à Perpignan.

Festival des luttes de la CGT 66

Samedi 26 septembre à partir de 11h. Cave Ecoiffier à Alénya.

Assemblée Générale de l'association « Monnaie Locale Complémentaire des P.-O. »

Dimanche 27 septembre de 13h45 à 15h30. Mas Nogarède à Céret.

Assemblée générale de « Ados sans frontières »

Vendredi 2 octobre à 18h30. Travailleur Catalan, 44, avenue de Prades à Perpignan.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérant et directeur de publication René Granmont	Illustrations : © Delgé Impression Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Administrateur Remi Cathala	Webmaster Priscilla Beauclair
Conception Priscilla Beauclair	/ Dominique Gerbault
Une : © infographie - photo Freepick	Publicité Richard Siméon

Fête de l'Huma 2020

La fête de l'Huma 2020 a eu lieu autrement, les 11, 12 et 13 septembre (*). Pour la financer, un bon de soutien de 25 € est disponible, dont 5 € seront reversés au Secours populaire français. L'achat de ce bon de soutien permet aussi de recevoir un très beau hors-série de l'Humanité sur l'histoire de la Fête. Le montant du bon de soutien acheté sera défiscalisé. On peut se procurer le bon de soutien au Travailleur Catalan (44, avenue de Prades – Perpignan) ou auprès des militants communistes.

(* Le programme complet de la fête : https://www.humanite.fr/sites/default/files/tap_fete_septembre_2020_complet.pdf



Habilité à la parution de vos **annonces légales**. Contactez-nous par mail : legales@letc.fr



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

Site+papier

1 an : 100€

Site

1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Le site du Travailleur Catalan est de nouveau en ligne sous www.letc.fr

suivez-nous sur



La casse de l'industrie s'accélère

Économie. Avec la fermeture de l'usine Bridgestone de Béthune, un pas de plus vient d'être franchi dans la désindustrialisation de notre pays et la liste déjà longue des licenciements.

A lors que le gouvernement vante son action envers les entreprises, avec son plan de 100 milliards d'investissement dans le tissu économique, la réalité rattrape Macron et sa clique avec la fermeture de l'usine Bridgestone de Béthune qui met sur le carreau 863 salariés et jette des milliers de familles dans l'incertitude.

Depuis les années quatre-vingts, le capitalisme n'a cessé de désindustrialiser notre pays, au nom de la rentabilité et du profit. Le tissu industriel bâti après la seconde guerre mondiale a été soigneusement « détricoté » et les entreprises externalisées aux quatre coins de l'Europe et du monde. Or, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis n'ont eu de cesse de nous expliquer que la seule issue pour sortir de cette spirale infernale était de se serrer la ceinture et de faire des sacrifices.

La vérité toute nue

Malgré les efforts fournis par les salariés, rien n'empêche la poursuite des fermetures d'entreprises. Les baisses de salaires, les augmentations du temps de travail, les pertes de congés, rien n'y fait, et pour cause. Le gouvernement a déversé des flots d'euros dans les caisses des plus grosses entreprises qui devaient, soi-

disant, aider à la modernisation de l'industrie française. Quelle fumisterie ! Cet argent a surtout servi à augmenter la rémunération des actionnaires. Des groupes multinationaux ont ramassé l'argent et ont déménagé ensuite leurs sites de production à l'étranger. Tout cela en toute impunité, avec l'argent du contribuable français, le créateur du CICE, Macron, refusant d'installer un contrôle sur l'utilisation des fonds publics ainsi distribués généreusement, comme pour Facebook ou Amazon.

La région du Nord en première ligne

La presse locale l'appelle encore le « séisme ». Quelques jours avant Noël 1978, la direction du site sidérurgique Usinor de Denain (Nord) annonce la liquidation de 5000 postes. Premier acte d'une décennie de restructurations qui aboutiront, en 1988, à la fermeture définitive de l'usine. En janvier 2003, les 830 salariés Metaleurop de la fonderie de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais) apprennent par fax la fermeture de leur usine. En 2009 et 2014, deux géants du pneu liquident les sites Continental-Clairoix (Oise) et Goodyear-Amiens Nord (Somme), laissant sur le carreau 2263 salariés. Le 2 février 2016, Vallourec ferme son laminoir de Saint-Saulve (Nord) : 550 licenciements. En

juin 2018, la charcuterie industrielle Jean-Caby baisse le rideau de son site de Saint-André-lez-Lille (Nord) et licencie 232 salariés.

Une urgence, le changement de politique économique

Face à cette hécatombe d'emplois et de savoir-faire, l'urgence d'un changement radical de politique économique et sociale se dresse de façon pressante. Fabien Roussel a posé la question du rassemblement de la gauche pour les prochaines échéances. Ce rassemblement ne pourra rencontrer l'adhésion des Français que s'il rompt de manière définitive avec les pratiques précédentes qui consistaient à s'empressement de ne pas mettre en application les promesses faites lors des campagnes électorales. La situation est grave. Notre économie est au bord du gouffre et nos services publics continuent d'être démantelés. Soit la gauche sera capable de répondre aux aspirations de nos concitoyens, soit elle décevra une fois de plus et l'on peut avoir de sérieuses craintes pour l'avenir de notre pays. A chacun d'entre nous de peser dans le débat pour faire avancer la cause de l'unité et du vrai changement.

Roger Rio

L'emploi, carrefour des exigences, des luttes et de la politique

Politique. Le Conseil national du PCF des 5 et 6 septembre a décidé d'engager une bataille de longue haleine pour l'emploi.

Les plans sociaux se succèdent avec des milliers de suppression d'emplois. Face à cette offensive, les communistes ont décidé d'engager une riposte qui s'appuie sur les mouvements sociaux et qui met en cause le pouvoir politique.

Une pétition nationale est lancée avec cinq revendications

- Interdire les licenciements des grands groupes bénéficiant de fonds publics et instaurer un droit de contre-propositions des salarié(e)s et des habitant(e)s pour sécuriser l'emploi au lieu de baisser le « coût du travail ».
- Un plan jeunes d'embauches par les entreprises par un contrat sécurisant leur emploi et leur garantissant une formation rémunérée.
- Une augmentation générale des salaires (revalorisa-

tion du SMIC de 20% et de toutes les grilles et échelles de salaires), des minima sociaux et un revenu minimum, à un niveau décent, pour les 18-25 ans.

- Pour la santé et l'éducation nationale, un plan d'embauches et de formation, initiale et continue, l'annulation des fermetures de lits ou d'hôpitaux et de toutes les fermetures de classes et de postes.

- Un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique, géré démocratiquement, pour agir sur les décisions des grandes entreprises et des banques et faire contribuer le capital et les profits.

En même temps le PCF fait des propositions pour de nouvelles institutions, des « conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique » au niveau territorial, régional et national, munies de fonds faisant levier sur les banques et les entreprises.

Les 9 et 10 octobre, dans chaque département, les militants communistes vont porter ces exigences auprès des pouvoirs publics, préfets, conseils régionaux, etc., pour exiger que l'argent public et celui des banques soit utilisé pour l'emploi, les salaires et les services publics.

Jacques Pumaréda

https://www.pcf.fr/signez_la_petition_pour_lemploi

Coup de gueule

L'emploi dans la fonction publique

Les suppressions d'emplois dans la fonction publique ont pour but, paraît-il, d'éliminer des dépenses inutiles. Cela diminuerait nos impôts. Les déplacements et les coups de téléphone pour régler des problèmes naguère très simples pèsent sur notre budget.

Il y a quelques années encore, on pouvait stopper un prélèvement indu en se rendant au centre des impôts le plus proche. Aujourd'hui, de nombreux centres sont fermés. On supprime les présences physiques trop coûteuses et débrouillez-vous avec un numéro de téléphone en 08, sans interlocuteur au bout du fil. Si vous n'obtenez pas la réponse attendue, vous pouvez utiliser votre « espace client » par internet, car vous n'êtes plus un usager. Mais comment fait-on quand l'accès à internet est problématique ? C'est promis on vous remboursera les sommes indûment versées... mais quand le problème sera résolu, vous continuez de payer.

E.G.



Loukachenko continue la répression et se tourne vers la Russie

Biélorussie. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko s'est entretenu le 14 septembre à *Sotchi* avec Vladimir Poutine, alors que son pays fait face à un mouvement de contestation inédit.

Depuis cinq week-ends, les Biélorusses descendent dans la rue pour demander la démission de Loukachenko. Dimanche, ils étaient près de 100 000 manifestants. Les forces de police ont procédé à des centaines d'arrestations visant l'essentiel des personnalités du conseil de coordination, créé par l'opposition. La quasi-totalité de ces figures du mouvement se trouvent désormais incarcérées ou en exil.

La Biélorussie possède des frontières avec trois pays de l'UE : la Pologne, la Lituanie et la Lettonie. Loukachenko évoque un complot de l'Occident et des États-Unis dans la déstabilisation biélorusse.

Pour sortir de la crise, Loukachenko a évoqué une réforme constitutionnelle. Vladimir Poutine a affirmé « être convaincu qu'avec son expérience politique », elle permettra à la Biélorussie « d'atteindre de nouvelles frontières ».

Le mois dernier, Vladimir Poutine avait déclaré avoir mis en place une « force de police de réserve » à la demande de Loukachenko, mais qu'elle ne serait déployée qu'en cas de besoin.

La Russie a également proposé de restructurer la dette de la Biélorussie et de soutenir son régime bancaire, alors que la Banque mondiale plaide pour que la Biélorussie se soumette à des « réformes ».

Le peuple biélorusse se libèrera-t-il des griffes de Loukachenko pour aller vers celles du capitalisme, que nous connaissons bien, ou arrivera-t-il à prendre en mains son avenir pour une vie meilleure ?

Joëlle Allemand

La dérive autoritaire

Algérie. La « main tendue » du président algérien au Hirak ne cache pas les lourdes peines.

Dès son élection, le président algérien Abdelmadjid Tebboune, a annoncé une « main tendue » au Hirak, mouvement qui a réussi à déloger Bouteflika. Mais alors que le peuple réclamait un changement de système, c'est un ex-Premier ministre de l'ancien président qui a été élu.

Profitant de la crise sanitaire et de l'interdiction des rassemblements, le pouvoir algérien tente d'étouffer toute voix dissidente. Le journaliste Khaled Drareni, symbole du combat pour la liberté de la presse en Algérie, vient d'être condamné en appel à deux ans de prison ferme.

Atteinte à la liberté d'expression

Le collectif d'avocats qui défend Khaled Drareni, qualifie son dossier de « vide ». Cet acharnement vient en complète contradiction avec la « main tendue » du président Tebboune, à toutes les volontés affichées pour un changement du système et à une réponse aux revendications du Hirak. Le mouvement de contestation réclamait notamment l'indépendance de la justice.

Plusieurs militants ont été condamnés sans raison. Ils avaient simplement dénoncé leur situation sur les réseaux sociaux. Le fait d'afficher sa colère devient un crime en soi. Cela annonce une dérive autoritaire, alors que le pays aurait dû aller progressivement vers une transition démocratique depuis le début des manifestations en février 2019.

Le gouvernement tente d'étouffer les voix de contestation, ces condamnations pourraient plutôt renforcer le doute et la détermination des manifestants et briser le peu de confiance vis-à-vis du pouvoir.



Algériens réunis à Paris pour protester contre le maintien du président Abdelaziz Bouteflika.

Un référendum pour répondre aux attentes

Dans quelques semaines va se tenir le référendum sur la révision de la Constitution. Ce référendum, pour répondre au Hirak, prévoit un changement radical du mode de gouvernance, la lutte contre la corruption et une justice sociale. Mais le président détiendra encore beaucoup de pouvoirs par rapport aux branches judiciaire et législative, c'est encore lui qui désignera les juges suprêmes.

La proposition de la révision de la Constitution est rédigée par un comité désigné par le président. Ce texte a été validé par l'Assemblée nationale alors que beaucoup de députés issus de l'opposition avaient démissionné et que d'autres sont visés par des enquêtes pour corruption. Le peuple algérien en tirera les conséquences.

Dominique Gerbault

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

L'AXURIT SCI au capital de 100€ Siège social: 12 Rue Des Clous 66480 Maureillas-las-illias 849732227 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 09/09/2020 a décidé : de transférer le siège au 9 Rue Des Thermes 66110 Amélie Les Bains à compter du 09/09/2020. Dépôt RCS PERPIGNAN.

THÉRAPIX

Société civile immobilière au capital de 2.400 euros
Siège social : 167, avenue de Prades, 66000 Perpignan
480 690 775 R.C.S. Perpignan

Le 24 juin 2020, l'assemblée générale des associés a nommé, avec effet à compter de cette date, Monsieur Nicolas Leduc, demeurant 5, place Alain Gerbault - Résidence Hora Nova - Appartement n°8205, 66000 Perpignan, en qualité de gérant de la société, en remplacement de Madame Stéphanie Catala.

Par acte SSP du 14/09/2020, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination :

FLOJO SUN LOC

Objet social : L'achat, la vente, la location et la gestion de mobil-homes, de caravanes, d'habitacions de plein air ainsi que tout autre type d'hébergement touristique ou de courte durée

Siège social :

8 rue Ferdinand de Lesseps, 66280 Saleilles.

Capital : 1000 €

Durée : 99 ans

Gérance : M. CONDE JOSE, demeurant 8 rue Ferdinand de Lesseps, 66280 Saleilles, Mme CONDE-FOULQUIER Florence, demeurant 8 Rue Ferdinand de Lesseps, 66280 Saleilles

Clause d'agrément : Cession soumise à agrément

Immatriculation au RCS de Perpignan

Etude de Maîtres Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER, Jérôme de ZERBI, Notaires associés à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 44 Rue Hector Guimard

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 17 septembre 2020 a été constituée une société à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : FINANCIERE AMPAO 2020

Siège social : PERPIGNAN (66000), 48 avenue Louis Torcat.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

Capital social : MILLE EUROS (1 000.00 EUR).

Cessions de parts : les cessions entre associés sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'exercice social commence le PREMIER OCTOBRE et se termine le TRENTE SEPTEMBRE de chaque année.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN.

Etude de Maîtres Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER, Jérôme de ZERBI, Notaires associés à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 44 Rue Hector Guimard

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 16 septembre 2020 a été constituée une société par actions simplifiée ayant les caractéristiques suivantes :

achat en vue de la revente en qualité de marchand de biens, de tous biens mobiliers et immobiliers, fonds de commerce, actions ou parts de société immobilière, leur location, leur exploitation, leur mise en valeur, leur transformation ou leur division, activité de locations, achat et vente de tous biens immobiliers, de fonds de commerce, de droit au bail ou entreprises immobilières, toutes opérations de gestion d'immeubles, toutes opérations de promotion immobilière, gestion et conduite d'opérations, assistance et conseil à la maîtrise d'ouvrage, ainsi que toutes activités connexes et complémentaires.

Dénomination : SAS DONAT

Siège social : PERPIGNAN (66000), 48 avenue Louis Torcat.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

Capital social : CENT EUROS (100.00 EUR)

Cessions d'actions en cas de pluralité d'associés : les cessions entre associés seuls sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des actions.

Président : Monsieur Christophe TURRO



Habilité à la parution de vos annonces légales
legales@letc.fr

Plus d'articles sur le site www.letc.fr
Inscrivez-vous sur le site et recevez par mail les nouveaux articles à lire.

République « Une et indivisible », des verrous vont sauter

Constitution. Un projet de loi organique dite « 3D » (décentralisation, déconcentration, différenciation), étudié à l'automne et présenté début 2021, présente de grands dangers pour l'égalité citoyenne devant les politiques publiques.

Emmanuel Macron a déclaré : « L'organisation de l'État et de notre action doit profondément changer. Tout ne peut pas être décidé si souvent à Paris » et « libérer la créativité et l'énergie du terrain ». « Il s'agit tout simplement de mieux adapter les politiques publiques aux réalités du territoire », a fait valoir la ministre des Relations avec les collectivités, en charge du dossier. Officiellement, le but affiché est de « donner aux collectivités locales plus de libertés et de responsabilités ». La ministre a évoqué pour l'exemple, la formation des chômeurs, les expérimentations autour du grand âge, le pilotage du RSA, les EHPAD, la médecine scolaire... En dépit des dangers pour la République, la ministre veut inciter les collectivités à déroger davantage aux règles communes. Jusqu'à présent, celles-ci ne pouvaient conduire leurs propres politiques publiques que sur certains sujets, pour un objet et une durée limitée. Cette possibilité de fixer ses propres règles pourrait favoriser la mise en concurrence entre

les territoires. Aux collectivités les plus aisées d'élargir le champ de leurs compétences aux dépens des autres territoires. « Tout n'est pas envisageable pour autant », a-t-elle nuancé, « il y a le régional, bien sûr. La crise a aussi montré qu'il n'est pas opportun de décentraliser l'emploi ». La République est sauvée.

Des soutiens inquiétants, à droite comme à gauche

Pour Benjamin Morel*, maître de conférences en droit public, politologue : « L'égalité de chacun devant la loi ne sera plus acquise (...). Il s'agit là, au-delà du symbole, d'une ouverture vers la transition d'une République indivisible à un État régional (...). Le droit à la différenciation ouvre un super marché des compétences à négocier entre les collectivités et l'État ».

Pour les sénateurs communistes, « ce projet ultra libéral marque une étape décisive dans l'émiettement territorial ». Il ouvre « la porte aux régionalismes, aux inégalités territoriales, au dumping social et envi-

ronnemental, et transformera la république en une république 2.0 à géométrie variable ». Ils dénoncent une « évolution fédéraliste de notre République ». Dans son discours à l'université d'été de la LFI, Mélenchon ne dit pas autre chose.

Le projet est soutenu par l'association des maires de France (AMF), celle des départements et régions de France (ADF), toutes deux dominées par la droite. Soutenu aussi par les exécutifs régionaux, y compris ceux dirigés par le PS, favorable à la délégation de toutes les compétences aux régions, hors le régional (justice, défense, police). EELV soutient très fort le fédéralisme, l'idée de l'Europe des régions, tout comme Génération.s. Ajoutons qu'il est, à ce jour, très bien accueilli par les autonomistes. Des débats en perspective à quelques mois des élections régionales.

Michel Marc

*Benjamin Morel, article Internet : « La gauche doit être un rempart contre le Maurassisme rampant, pas en devenir le poisson pilote ».



« Ce n'est pas moins de 140 personnes qui ont assisté à l'assemblée générale »

© Jean Pouech

Une élection en deux temps et trois mouvements

Social. Près de 140 personnes ont participé à l'assemblée générale de la banque alimentaire.

La banque alimentaire des Pyrénées-Orientales a tenu jeudi 17 septembre son assemblée générale dans ses locaux perpignanais. Ce n'est pas moins de 140 personnes qui ont participé. L'occasion pour son président Denis Bastouil de remercier la présence et l'engagement des bénévoles lors du confinement, de rappeler les investissements de 2019, l'action de la B.A. pendant la crise sanitaire (40% de « ramasse » en moins mais une diminution de 50% des bénéficiaires par la fermeture de certaines associations). Le rapport d'activités de la saison écoulée fait apparaître que « 29% des bénéficiaires ont moins de 15 ans et seulement 9% ont plus de 60 ans, ce qui ne correspond pas à la structure de population des P.O., et que 87% des bénéficiaires ont moins de 3 € par jour pour « rester à vivre »... Étaient présents entre autres, le préfet, Hermeline Malherbe, présidente du conseil départemental, Agnès Langevine, vice-présidente du conseil régional.

Un rappel a été fait aux bénévoles concernant la collecte nationale des banques alimentaires qui se tiendra les 27 et 28 novembre.

Jean Pouech

Un acte fort, chiche !

P.-O. Les Jeunes communistes militent pour la gratuité des transports dans les 36 villes de la communauté urbaine de Perpignan.

Une trentaine de villes françaises ont aujourd'hui sauté le pas de la gratuité des transports, c'est le cas de Dunkerque, Aubagne ou encore Niort. Cette mesure est aujourd'hui mise sur la table par la nouvelle campagne

des jeunes communistes catalan.e.s. Dans un département où 22 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, proposer la gratuité des transports à l'échelle des 36 villes de la communauté urbaine de Perpignan est un acte fort.

Cette mesure de justice sociale, basée sur la solidarité, serait un réel soulagement pour les ménages les plus fragiles, mais aussi pour que les jeunes se rendent sur leur lieu d'études.

Au moment où le changement climatique doit être mis au centre de nos préoccupations, la gratuité des transports au niveau de la communauté urbaine Perpignan méditerranée métropole, doit être réfléchi et débattu. À Perpignan, où à l'heure de pointe les véhicules s'agglutinent à toutes les entrées de Perpignan, il est important de juguler cet afflux de véhicules où il n'y a bien souvent qu'une seule personne. Cela permettrait par la même occasion de redynamiser un centre-ville laissé à l'abandon.

Si la gratuité des transports est décidée sur la communauté urbaine cela entraînera des lignes de bus surchargées et des bus bondés. C'est pourquoi il faudra

augmenter la fréquence des bus dès les premiers jours de la gratuité et travailler à la refonte du réseau de bus de communauté urbaine, en augmentant le nombre de lignes là où c'est nécessaire.

Le financement

La gratuité des transports en commun serait financée sur la base de la solidarité. Non seulement par les entreprises (de plus de 11 salarié.e.s), par l'augmentation de la taxe transport compensée par la disparition de la prise en charge de 50 % des frais de transport des salarié.e.s par l'entreprise. La gratuité peut aussi être financée par une part d'impôts locaux. Alain Jacquard avait argumenté en ce sens « Pourquoi est-ce que je peux circuler dans Paris ? Parce qu'il y a un certain nombre de braves gens qui sont dans le métro (...), s'ils n'étaient pas dans le métro, ils seraient dans les rues et je ne pourrais plus bouger. Par conséquent, le métro rend service aux gens qu'il transporte mais il rend encore plus service aux gens qu'il ne transporte pas. Par conséquent, ce service, il faudrait le payer collectivement ».

Nicolas Carrere

Une mesure de justice sociale basée sur la solidarité, serait un soulagement pour les ménages les plus fragiles.



100 ans du Parti communiste français

Antoine Cayrol, Jordi Pere Cerdà en littérature

Figures militantes. Antoine, un enfant de la montagne devenu résistant, écrivain, poète, reconnu grand maître en littérature catalane.

Jordi Pere Cerdà est un grand écrivain, si grand même que certains de ses amis l'auraient souhaité Prix Nobel. C'était aussi un cœur fidèle nous dit Hyacinthe Carrera, fidèle en amitié et dans tous ses engagements. Un mot de lui résume cela « *Je pense que c'est le 'goût du peuple' qui m'a porté à faire et à être ce que je suis.* ». Antoine Cayrol est né en 1920, dans la montagne cerdane. Son père était boucher et il le fut lui-même un temps. Plus tard, en littérature, il fut Jordi Pere Cerdà.



Jordi Pere Cerdà né Antoine Cayrol.

Mais pour ses amis et ses camarades, il resta toujours Antoine.

Jeune et résistant, épris de justice, son cheminement politique le mène aux communistes

Son engagement fut d'abord celui d'un militant. Parlant de la résistance il disait fin 2009 lors d'une rencontre à Collioure : « *Les premiers actes de résistance c'était de favoriser les passages et il y avait des échanges entre ceux qui partaient et ceux qui revenaient* ». Cette résistance persistera, affleurera dans nombre de ses textes. La guerre ayant pris fin c'est tout naturellement que celui qui a porté les couleurs communistes dans les combats devient un éminent porte-parole de son parti. Il participe à diverses élections, est élu conseiller municipal à Saillagouse, devient membre du comité fédéral du PCF, et dans le même temps achète la librairie de Catalogne, mettant ainsi en harmonie sa passion pour la littérature et sa vie professionnelle.

Devenu Jordi Pere Cerdà, il sera reconnu comme un grand auteur catalan

S'il conserva intact son attachement indéfectible au communisme et à son parti, l'essentiel de ce qui

mobilisa son énergie fut la culture catalane, et plus précisément la Littérature, de ses formes d'expression les plus « *populaires* » jusqu'au plus « *savantes* » : poésie, théâtre, prose romanesque, textes d'idées... Après des premiers pas dans la poésie en langue française, il a un besoin impérieux d'écrire dans sa langue, le catalan. A partir des années 60 le catalan sera la langue d'écriture de celui qui est devenu Jordi Pere Cerdà. Poésie, théâtre, textes divers jusqu'à ce magnifique roman qui fut primé, *Passos estrets per terres altes*, en 1998. Des œuvres où les considérations sociales sont toujours présentes. En outre, Cerdà a rapidement compris que le catalan « *littéraire* », essentiellement barcelonais, ne peut rendre compte de ses racines septentrionales ; de sorte que sa création s'accompagne d'un vrai travail de linguiste : produire une œuvre, oui, mais en forgeant dans le même mouvement une langue apte à traduire faits, pensées et émotions de son « *pays* », qui « *colle* » à lui. Jordi Pere Cerdà a participé aussi à la création de groupes qui valorisent la langue et la culture catalane et les a suivis jusqu'à sa mort le 11 septembre 2011, jour de la Diada, la fête nationale catalane !

Extraits du superbe texte sur Jordi Pere Cerdà de C&C que le Travailleur Catalan publie intégralement dans sa version numérique / www.letc.fr

Yvette Lucas

Le bilan de la majorité de gauche du conseil régional

Perpignan. Mercredi 16, en visioconférence, les élus départementaux de la majorité de gauche du conseil régional (PS, PCF, EELV et RDG) ont rendu compte de leurs actions et initiatives.

Les élus : Jean-Luc Gibelin, vice-président de la Région en charge des mobilités, Agnès Langevine, vice-présidente du conseil régional, Guy Esclopé, Éliane Jedricky, Patrick Cases et Judith Carmona ont pris tour à tour la parole, exposant les initiatives et les actions menées et ont répondu aux questions posées. « *Par rapport à la défiance incontestable qui s'est installée à propos des politiques et des élus, nous voulons nous expliquer, au plus près des citoyens, nous voulons évoquer nos actions et quelques bilans, et dire les initiatives que nous avons prises pendant et après la crise liée au covid. Nous voulons aussi apporter un plan de transformation, plus systémique, un changement de modèle avec des réponses concrètes et comprises par les citoyens, même si tout cela paraît éloigné* », a déclaré Agnès Langevine en introduction.

De vraies avancées populaires dans le domaine des transports

« 1 160 000 billets à 1€ ont été vendus

cet été dans la région. C'est un succès incontestable » a précisé J.L. Gibelin. Il a poursuivi : « *Cette année, dans les autres régions, il y a eu en moyenne 24% de voyageurs en moins dans les trains. En Occitanie, nous avons progressé de 13%* ». Et concernant le Train Jaune et son ticket à 5€, la progression se situe à plus de 28%. « *C'est le début d'une reconquête et la validation des choix forts faits par le CR, tant au niveau des infrastructures que du matériel roulant, tant au niveau de l'augmentation de l'offre que de la baisse des tarifs* ».

Évoquant ensuite les transports scolaires (13 713 élèves et 400 véhicules dans les P.-O.), « *une charge importante* », l'élus a fait le constat que le maillage était aujourd'hui « *correctement assuré* » dans notre département. La réouverture de la ligne TER Perpignan-Villefranche était aussi évoquée. J.-L. Gibelin n'a pas caché les difficultés qui jalonnent encore les relations avec la SNCF, (gares, personnels, infrastructures), et espérait « *pour les quatre dernières années de la convention qui lie encore la Sncf à la Région,*



La carte jeune induit en moyenne 400€ d'économie pour les familles.

de nouvelles conquêtes répondant aux besoins des usagers et aux exigences environnementales ».

L'intérêt commun comme fil conducteur, et « l'Occitanie dans vos assiettes ! »

Des chiffres ont été donnés (17752 lycéens dans les P.-O.), dans le domaine agricole, technique, professionnel, et général, alors que le gouvernement a retiré des compétences régionales la formation professionnelle au profit du secteur privé. Les élus ont confirmé le « *100% numérique* », la généralisation de la carte jeune, induisant en moyenne 400€

d'économie pour les familles, et les efforts volontaristes faits dans le domaine de l'alimentation et des cantines. « *Nos objectifs sont ambitieux : 40% de produits locaux dans les cantines. Aujourd'hui, nous sommes passés de 16% à 25%, ça avance, mais nous n'y sommes pas encore. La Région aide pour les surcoûts et les circuits s'organisent peu à peu* », a précisé Judith Carmona.

À quelques mois des élections régionales, le besoin de se rapprocher est, sans aucun doute, plus fort et plus nécessaire que jamais.

Michel Marc

Ne pas instrumentaliser la question de la sécurité

Perpignan. Dans le nouveau contexte politique créé, les communistes de la ville veulent faire entendre leur voix et alerter la population.

C'est désormais un cadre du RN qui siège à la mairie de Perpignan. Il a commencé par augmenter son indemnité de 17 %, et mettre sa trombine aux quatre coins de la ville. Hormis cela, pour l'instant, peu de décisions marquantes, une tonalité différente de celle de la campagne électorale où, avec lui, on allait voir ce qu'on allait voir. Récemment, Louis Aliot a fait des déclarations sur la sécurité et s'en est pris à l'État.

La réaction des communistes perpignanais

Dans ce contexte politique nouveau, les communistes perpignanais ont tenu à réagir. Pour eux la question de la sécurité « ne doit pas être instrumentalisée », c'est une question sérieuse qui appelle des réponses adaptées. D'autant que, depuis

quelques semaines, la ville est le théâtre de faits de violence inquiétants. Dans un communiqué la section du PCF de Perpignan déclare : « Associés à un contexte de trafics installés dans certains secteurs de la ville, ces événements posent la question du droit fondamental de tous à la tranquillité publique. » Pour le PCF, la sécurité « peut être pour beaucoup une réalité douloureuse qui mine d'abord la vie des familles modestes confrontées aux incivilités, aux violences du quotidien, aux délinquants, aux trafics... » Considérant qu'il ne peut y avoir de sécurité au rabais, le communiqué ajoute : « Il faut mettre des moyens considérables pour traiter toutes les dimensions du problème : nationale et locale, éducative, préventive aussi bien que policière et judiciaire. A l'opposé des politiques natio-

nales menées, il faut éradiquer la précarité et la pauvreté. » Pour les communistes, dans ce combat, les services publics ont un grand rôle à jouer, ils concluent : « Les enjeux municipaux aussi sont importants, loin de toute démagogie et de toute instrumentalisation à des fins politiciennes: soutien au secteur associatif... développement d'une vraie démocratie locale, rôle de proximité pour la police municipale et volonté de rassembler les habitants plutôt que de les diviser. »

On peut en effet s'étonner que, sur un sujet aussi grave, le maire de Perpignan préfère polémiquer avec le préfet, ou la présidente de région, plutôt que de prendre les problèmes à bras le corps en mettant tout le monde autour d'une table.

Nicole Gaspon

Le 17, dans la rue et en grève pour nos salaires !

Santé. Le personnel de la clinique mutualiste « La Catalane » très combatif.



Le personnel de santé dans la manifestation le 17 septembre à Perpignan.

Les personnels de santé étaient nombreux dans la manifestation interprofessionnelle du jeudi 17 à Perpignan. Hôpital de Thuir, de Perpignan et surtout un fort contingent de la clinique mutualiste catalane. Elles étaient donc une trentaine de la clinique dans le cortège, des infirmières et, en majorité, des personnels du bloc opératoire. « Nous attendons toujours et encore les augmentations de salaire actées dans le plan Ségur de la santé » précisait Ghislaine Boivin, déléguée CGT de l'établissement. « Le plan a acté une augmentation de 183€ pour les personnels du public, et 160€ pour ceux du

privé. À ce jour, rien n'est encore signé à propos des établissements adhérents à la FEHAP, fédération regroupant les établissements privés à but non lucratif. Un comble. Nous réclamons 183€, et une prime de risque. Tout devait être réglé début septembre » et d'ajouter : « On ne se met pas en grève pour rigoler. Les salariés veulent être acteurs maintenant. Ceux du bloc ont fait grève, massivement, obligeant le report des opérations programmées. La nécessité a été plus forte que la culpabilité ». Tout semble indiquer que le problème est réglé depuis lundi 21.

M.M.

Ça bouge à Perpignan !



Jeudi 17 septembre. Un petit millier de manifestants à l'appel de l'intersyndicale FSU / Solidaire / CGT. Un cortège de rentrée au petit trot, mais qui en dit long sur la détermination des organisations syndicales à faire de cette période un temps social pour la construction d'un rapport de force dans un département de France des plus touchés par le chômage et la précarité.

La paix passe par le désarmement nucléaire !

Conférence. Le Mouvement de la Paix a organisé vendredi 18 septembre un échange visio avec différents organismes participant à la journée internationale de la paix et aux marches.

Plus d'une cinquantaine de personnes se sont connectées vendredi 18 septembre à la visioconférence pour participer à l'échange organisé par le Mouvement de la Paix. Des intervenants politiques et associatifs ont pris le tour de parole, mettant en lumière les interrogations, les démarches et les axes de luttes pour que la paix entre les hommes et les peuples se concrétise.

La crise sanitaire a largement été évoquée, quant à sa gestion par les gouvernements des pays, tout comme en France. Véronique Martin, secrétaire confédérale de la CGT est intervenue avec ces mots : « L'état d'urgence sanitaire a restreint des droits fondamentaux. L'interdiction de manifester a été émise. La CGT a saisi le conseil d'Etat contre cette interdiction. La protection de nos droits sociaux est aussi fondamentale. Il y a urgence de défendre notre système en matière de sécurité sociale, de paix et d'emploi... », soulignant également que la production militaire en France était largement développée, faisant de notre pays le troisième plus gros exportateur d'armement dans le monde. « Il faut redéfinir la production en France », a-t-elle ajouté.

En cette 75e année de commémoration des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, l'ensemble des organismes, PCF, ATD quart monde, Europe écologie les Verts, le MRAP, l'ONG CCFD, l'association française des communes, départements et régions pour la paix, l'Union Pacifique Française, ainsi qu'artistes pour la paix, se sont accordés sur la nécessité de supprimer l'armement nucléaire. « Il y a un véritable déni face au danger des 4.000 armes qui peuvent être déclenchées à tout moment provoquant la destruction du vivant », a exprimé Gérard Levy de EELV. Quelque 16.000 ogives nucléaires sont recensées dans le monde. Environ 4.000 sont actuellement déployées et prêtes à l'emploi. Roland Nivert animateur de ces rencontres, a clôturé après une heure et demie d'échanges, en précisant que tous les événements autour de la Journée internationale de la paix, sont annoncés sur www.21septembre.org.

Priscilla Beauclair

Plus d'articles
www.letc.fr

suivez-nous sur



siusplau!



Cercar o caçar?

- Què, ja tornem ser en temps de bolets. En deus tenir els calaixos plens oi?

- No tants... uns quants si...

- Sis plau! No facis com la gent de Sant Llorenç, que

t'expliquen que "sí, un o altre per aquí, per allà..."; mentre els quilos de ceps i de rovellons van secant per totes les finestres... no te demano pas on n'hi ha, només si val la pena d'anar a caçar-ne

- Veus, és interessant que diguis anar a "caçar" bolets, i no a "cercar" o a "buscar"

- És així que sempre he sentit a dir a la família...

- ... I té sentit: la caça dels bolets és ben diferent segons les espècies...

- Ja ho és. Per exemple, el cep és segurament el més fàcil de trobar; és molt histèric, l'hi agrada de presumir, i el pots veure que s'aixeca el mig del bosc sense por

- ... Mentre al contrari, la múrgola té una capacitat increïble per amagar-se.

- Sí, sí, no n'hi ha prou que algú te digui un lloc de múrgoles: pots rodar un cantó ben petit i no trobar-ne cap

- No tan difícil, però gairebé com les tòfones

- Ui deixem les tòfones, això és afer d'especialistes, amb gossos i gairebé fusells

- Escopetes per lluitar contra els altres que en cerquen ben segur!

- Tornant-hi amb els rovellons, ja que en parlàvem, ells tenen una altra estratègia: sembla que canvien de color; penses no, això no pot ser un rovelló, no és prou vermell... i finalment sí, un poc més i te s'escapava!

- Les ginestroles, giroles, o rossinyols, finalment, són prou fàcils: surten en grup, no s'abandona per inconsciència o per fer-se veure... si en trobes una n'enganxes deu...

- El més espectacular d'aquest punt de vista són les carrioletes, digues-li carrioletes si vols, alguns en diuen cama-secs, ballant la sardana dins d'una ronda ben fosca al mig d'un prat!

- Espectacular i massa fàcil, gairebé com tirar ocells que acaben de deixar anar expressament per la caça...

- I què dir dels peu de moltó, alguns li diuen llengua de bou.

Tants caps, tants barrets. És més fàcil cercar o caçar bolets i menjar-los que posar-se d'acord sobre els seus noms.

C&C

« Touche pas à ma forêt » 66

Mardi 15 septembre, le collectif « Touche pas à ma forêt 66 » a été créé, il s'associe aux 36 organisations politiques et syndicales qui composent le collectif « Touche pas à ma forêt ». Face au projet Florian de méga scierie qui impacterait les forêts de hêtres, une marche sera organisée les 10 et 11 octobre dans le département. En effet, de nombreux parcs forestiers existent dans les Pyrénées-Orientales : les Albères, la forêt de Boucheville, la forêt de Nohèdes, la forêt du Vivier ... et seront touchés par les coupes de hêtres. Le collectif met tout en œuvre pour informer les politiques, les associations et les citoyens. Des rencontres auront lieu avec débats et projection de films.

Association. L'assemblée générale du MRAP a eu lieu le 18 septembre au Centro espanol en présence de l'un des présidents du MRAP national.

Pour ses quarante ans d'existence, le MRAP 66 a invité Pierre Mairat, co-président du MRAP national, à donner une conférence sur « l'état des lieux du racisme en France et perspectives de lutte ». Son intervention a été précédée par la projection d'un court film sur la naissance du MRAP national, tourné le 22 mai 1949. Les participants y affirment que le combat contre la guerre et contre le nazisme sont le même combat. D'où le nom adopté : « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix ».

Pierre Mairat a ensuite rappelé les nombreuses actions du MRAP. Son soutien aux migrants algériens dès les années cinquante. Son acharnement à obtenir une loi contre le racisme, dite « loi Ple-

ven », votée le 7 juin 1972. Grâce à elle, le MRAP a fait condamner Hortefeux, Guéant, Valls et bien d'autres pour leurs propos racistes.

En 1977 le MRAP change de nom et devient le « Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples ». Ce changement de nom affirme le combat universaliste du MRAP contre tous les racismes et toute forme de discrimination.

Mais malgré toutes les voix qui s'élèvent contre le racisme, il est plus fort que jamais dans les médias et dans les institutions. La parole politique s'est décomplexée. Même si on ne peut pas parler de racisme d'Etat car des institutions comme la DILCRAH* et le Défenseur des droits existent, on peut cependant le qualifier désormais de racisme structurel. Pierre

Une assemblée générale féministe

Perpignan. Femmes Solidaires 66 a tenu, samedi 19 septembre, son assemblée générale annuelle.

Forte d'une action locale importante depuis quelques années, l'association a, lors de son assemblée annuelle, tenu à rappeler ses engagements quotidiens et présenté le bilan de ses activités de l'année 2019. Adhérentes, sympathisantes, associations amies et élu.e.s locaux se sont rassemblés pour l'occasion en n'omettant pas l'appel fait aux hommes de se joindre à elles. Un hommage a été rendu à deux grandes féministes disparues cette année : Gisèle Halimi et Denise Galy.

Des résultats en dessous des attentes

Le thème retenu cette année était : analyser un an après, les répercussions du Grenelle contre les violences conjugales de l'automne 2019. Bien que

celui-ci ait permis une prise de conscience collective et une forte visibilité médiatique, les promesses du président Macron de faire des violences conjugales « la grande cause du quinquennat » n'auront pas été tenues. Il est indéniable que la lumière a été faite sur ce type de violences : manque d'hébergements d'urgence, de formations des acteurs ciblés (police, tribunal, services médico-sociaux), manque de suivi des plaintes, des ordonnances de protection, des jugements, manque de protection des enfants. Mais il est aussi important de souligner l'effort des élu.e.s du département pour soutenir les associations et les femmes en situation de grand danger, notamment avec la création de 8 logements d'urgence à disposition immédiate.

Un combat féministe intergénérationnel

Par ailleurs, depuis quelques mois, l'association se modernise en se rendant plus accessible sur les réseaux, plus visible dans les médias. Le comité local travaille également sur des projets culturels et sociaux afin de s'ouvrir au plus grand nombre, essentiellement les jeunes générations. Prochaine étape : donner des interventions dans les établissements scolaires grâce à l'agrément de l'Education nationale. Enfin, Femmes Solidaires 66 lance un appel à bénévolat aux bonnes volontés disponibles afin de soutenir le combat féministe et humaniste qui est l'affaire de tous et de toutes.

Fanny Santucci



« Quelque quarante personnes se sont réunies pour la cause du féminisme »

État des lieux du racisme en France



Pierre Mairat, Maryse Martinez, présidente MRAP66

Mairat dénonce l'absence de tout musée du colonialisme. Pour lui, tant que l'histoire du colonialisme ne sera pas écrite, partagée, le problème du racisme ne sera pas traité.

Anne-Marie Delcamp

*Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT

Même le beau jeu était masqué

Rugby. Aimé-Giral n'a pas vibré pour le retour de l'USAP malgré la victoire face à Rouen (20-14).

Décidément le Covid aura fait (et fait malheureusement encore) des dégâts un peu partout et dans tous les domaines. Physiques, mentaux, financiers bien sûr. La Cathédrale devait retrouver ses fastes après six mois de silence, mais ce ne sont pas les 4 300 fidèles (jauge

tolérée de 5 000) qui ont pu mettre une quelconque ambiance. Il faut dire que, masque sur le nez, il n'est pas aisé de dialoguer avec son voisin, d'encourager son club préféré, de bramer, même si c'est la période, contre les décisions arbitrales. Personne n'est toléré en pesage, vous savez, là où vivent les vieux cerfs, ceux qui ont toujours la gueule ouverte contre leur ennemi héréditaire, l'arbitre. Et si, dans la tribune, vous avez le malheur de quitter le masque pendant dix secondes pour prendre une bouffée d'air, un individu en tenue noire vous rappelle qu'il ne veut pas voir votre moustache car la Covid est toujours présente. Liberté point, Égalité point, Fraternité point. Sont inscrits sur le fronton des mairies. Pas étonnant que de nombreux fans de l'USAP choisissent de rester chez eux.

Des règles pour favoriser le jeu ?

Les directeurs de jeu ont été invités par leurs instances à plus de fermeté sur les phases de jeu au sol (covid oblige), ce qui devait accélérer le jeu et éviter de retrouver des paquets de joueurs à terre.

Plus de volume de jeu devant en découler. Équité entre attaque et défense devait se faire jour. Développement du jeu debout était, dès lors, privilégié par cette règle. En fait beaucoup plus de spectacle était préconisé ! Or un joueur de rugby n'est pas une machine et n'intègre pas instantanément des données nouvelles alors qu'il pratique les anciennes depuis de nombreuses années. De fait les pénalités tombent comme la grêle lors de chaque regroupement, une fois contre l'une des deux équipes, une autre fois contre l'adversaire et ce, à un rythme démentiel qui fait que le jeu, faute d'être spectaculaire, devient... inexistant. Les arbitres savent-ils parfois pourquoi ils ont sifflé ? On assiste ainsi à des matchs au jeu d'une pauvreté indigne du rugby. Le masque sur le nez, le supporter somnole même si le nouvel éclairage, un peu trop flashy, l'empêche de s'endormir. Ambiance ! Ambiance ! Quinze joueurs et un homme en noir (parfois en rose de nos jours) essaient de s'ébattre sur la pelouse, pardon sur le champ de patates auquel commence à ressembler Aimé-Giral. Rendez-vous après les premières

pluies pour la plantation des tubercules !

Les défenses favorisées

Lors d'un ruck, laisser la main quelques secondes sur le ballon permet, dès lors, de récupérer une pénalité. Facile, me direz-vous, surtout lorsque votre équipe a décidé de ne pas produire de jeu et de jouer la défensive. Mais alors ? Les équipes en déplacement ont, pour l'instant, le beau rôle ? Exact. Preuve en est donnée lors de cette troisième journée de championnat avec trois victoires à l'extérieur et un match nul. Du jamais vu ! Les Catalans s'en sont donc bien sortis contre Rouen ? Bien sûr, même si les supporters ont cru pendant un laps de temps que le bonus offensif (trois essais de plus que l'adversaire) pouvait tendre les bras à leurs protégés. Même si les Catalans ont encore manqué de repères.

En définitive, victoire plus que poussive, mais victoire tout de même. C'est l'essentiel.

Jo Solatges



Ben Volavola meneur de jeu de l'USAP.

La rubrique du randonneur

Le P.O.T. Rando'club propose dimanche 27 septembre, Trevillach.

Une tradition solidement ancrée voudrait que « Trevillach » signifie « les trois villages », ce qui est une vérité historique mais une profonde erreur linguistique. Il y avait bien trois villages sur le territoire actuel de Trevillach. Sequera, Roquevert et Trevillach étaient trois agglomérations différentes, groupées chacune auprès de leur château. Il faudra attendre la Révolution et la formation des municipalités modernes pour que ces trois lieux soient effectivement réunis.

Cependant, on est en droit de penser que, dès le XIV^e siècle, les habitants de Sequera et de Roquevert ont abandonné leur village décimé par les pestes et l'insécurité permanente.

Le village est cité pour la première fois en 1026 sous la forme « Trivilanum ». Quant à son église dédiée à Saint-Martin, elle pourrait être mentionnée en 1109 parmi les diverses possessions de l'abbaye de Lagrasse où apparaît une église St Martin de « Triviaco ». Notons cependant que les chartes énumérant les biens de cette abbaye sont souvent des documents aux-



Le village de Trevillach.

quels il ne faut accorder qu'une confiance limitée.

Pour le reste, il est à remarquer combien Trevillach apparaissait peu dans les actes médiévaux.

Durée : 4h. **Dénivelé :** 340m. **Difficulté :** moyen. Assurance journalière 3€.

Repas : grillade : apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ :** 8h45 au parking de la piscine du Moulin à Vent à Perpignan.

Renseignement Jean-François :

04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05.

D.G.

Pour plus de détails voir le TC numérique, rubrique sport.

Dialogue hautbois piano

Amis d'Alain Marinaro. La chapelle Saint-Julien de Villeneuve-de-la-Raho écrivain d'un duo haut de gamme.

L'association des Amis d'Alain Marinaro a le don d'enchanter les dimanches, appréciable en ces temps incertains. Après un épatant duo jazzistique la semaine passée à Banyuls, c'était, dimanche 20 septembre, dans la petite chapelle romane Saint-Julien de Villeneuve-de-la-Raho, un concert hautbois piano. Au hautbois, Gabriel Pidoux, révélation soliste instrumental lors des Victoires de la musique classique 2020, au piano, Jorge Gonzalez Buajasan, plusieurs fois distingué. Les deux venant tout juste de dépasser la vingtaine ! Jeunes, donc, pétris de talent, et avec ça sympathiques et modestes. Le concert a comblé toutes les attentes, avec un programme mettant en lumière les chaudes couleurs du hautbois, la brillance du piano et la virtuosité des interprètes. Musique romantique, pour commencer, avec des romances de Schumann et leur tendresse nostalgique. Un morceau de bravoure de l'Italien Amilcare Ponchielli, musique furieusement italienne, un déferlement de sons mêlés, trilles vertigineuses, accords incandescents. Des Français pour terminer, Eugène Bozza et Camille

Saint-Saëns, musiques du XX^e siècle. Des pièces à peine plus sages, harmonieuses constructions mélodiques, ce qui fait le charme de la musique française de cette période. Notre duo n'en fait qu'une bouchée, dialoguant dans une euphorie communicative, soulevant l'enthousiasme.

N.G.



Perpignan

Archipel. Vendredi 25 septembre à 20h30. *La vie de Galilée* de B. Brecht avec Philippe Torretton. 36 €. Mercredi 30 septembre à 20h30. Anouar Brahem Quartet. 30 €.

Elmediator. Vendredi 25 septembre à 21h. Maes + Sinya. 24 €.

Musée Rigaud. Samedi 26 septembre 15h30 & 16h15. Visite musicale avec Jazzèbre.

Institut Jean Vigo. Mardi 29 septembre à 19h. *L'impératrice rouge* de Josef von Sternberg. Jeudi 1er octobre à 19h. *L'échange des princesses* de Marc Dugain. Le film 6 €.

Médiathèque. Mardi 29 septembre à 12h. Ciné sandwich de Jazzèbre. Gratuit.

Cabestany

Centre culturel. Vendredi 25 septembre à 20h30. Théâtre *Le bois dont je suis fait* par la Cie qui va piano. 6 ou 12 €.

Elne

Ciné Vautier. Samedi 26 septembre à 21h. Jazzèbre, *Endless* (Saxo, piano et vjing) dans *Synesthesia*. 5 à 15 €.

Eus

Maison du temps libre. Vendredi 25 septembre à 21h. Jazzèbre, *Das Kapital* (saxo, guitare et batterie) dans *Vive la France*. 5 à 15 €.

L'Albère

Église. Dimanche 27 septembre à 17h. Automne musical en Vallespir. Trio Desmée. 15 €.

Laroque-des-Albères

Stade. Dimanche 27 septembre 12h30 et 14h30. Jazzèbre, pique-nique et concert, Impérial Orphéon et fanfare du festival. 5 à 12 €.

Latour-de-Carol

Salle des fêtes. Samedi 26 septembre à 19h. Tous au spectacle, théâtre, *Avec Charles c'est mieux*. Gratuit.



Justine Time en live le 25 septembre.

Les 20^e Vendanges d'octobre

Festival. Les Vendanges d'octobre d'Alénya auront lieu du 2 au 17 octobre : trois week-ends culturels de belle venue pour célébrer les 20 ans.

Citant Victor Hugo et la baguette magique de l'art, Jean-André Magdalou, maire d'Alénya, exprime sa joie d'annoncer les 20e Vendanges d'octobre. « *La pérennité d'un tel événement est due à l'engagement indéfectible d'une équipe qui défend depuis 2001, sans varier, le droit à la Culture pour tous* » déclare-t-il en exergue, ajoutant, encore un plus, que la ville est cette année labellisée atelier de fabrique artistique. Il évoque les moments difficiles qu'ont passés les artistes au cours de cette année. Encore plus que d'habitude ils méritent que nous allions à leur rencontre, leur dire que nous les aimons et que nous avons besoin d'eux. « *Grâce à leur baguette magique, ils sauront nous émouvoir, nous faire sourire,*

nous transporter vers d'autres lieux, vers d'autres réalités ». Guy Esclopé, conseiller régional et Nicolas Garcia, pour le conseil départemental, saluent cette nouvelle réalisation et apportent le soutien renouvelé des institutions qu'ils représentent, avant que les animateurs et élus engagés dans l'aventure n'en dévoilent les grandes lignes.

Priorité aux locaux, et d'abord ceux d'Alénya

Encore plus qu'à l'habitude étant donné les circonstances, place est faite aux compagnies locales, dont on connaît la qualité. L'ouverture des Vendanges se fera le 2 octobre avec l'inauguration de deux expositions. *Tezeta* (mélancolie en Ethiopien) de Bims mêle l'impressionnisme abstrait et le figuratif, et travaille la lumière. Pour réaliser *Le Ballet des grenouilles*, Pauline Thollet, d'Alénya, a photographié durant une année des adolescentes qui dansent dans l'eau en s'entraînant longuement pour des concours exigeants. Alénya encore avec la Compagnie la Lanterne, animée par Marie Clavaguera-Prat qui ouvrira les festivités le 2 octobre avec *Le gang*, dont elle avait donné le prologue lors de la Nuit blanche

de 2019. Alénya, avec son orchestre symphonique qui sous sa forme réduite *Opéra Volubilis Orchestra* donnera un concert de musique de chambre le 4 octobre et dans sa totalité attirera, le 11, petits et grands pour un *Pierre et le Loup* dont la partie orale sera relookée par Gérard Jaquet. On attend la surprise. Alénya aussi avec la Junior Association qui prépare avec le restaurant Julia un menu surprise en vue de son voyage au Kenya.

Théâtre, concerts, livres et conférences, journée des saveurs et autres animations

Parmi les multiples propositions, retenir la présence de nombreux artistes familiers d'Alénya : la compagnie Qu'est-ce à dire ? Jazzèbre, Les Itinérantes, l'Atelier Pop-Up au jardin Taulera, la Cie Les chiens noirs du Mexique et la Cie Curiom avec son désopilant *Va Lise va !* Avant de terminer le 17 octobre avec les nombreux numéros de la traditionnelle Nuit blanche et sa soupe à l'oignon finale.

Y.L.

Infos, réservations : Point Infos Touristiques/ Billetterie 04 68 37 38 09 officetourisme@alenya.fr

Tarifs : 12 et 6 € (réduit) Pass 35 et 20.

Du pop rock dans l'air du temps !

Concert. Vendredi 25 septembre à 19h à la Casa musicale, Justine Time présente son premier EP « *State of being connected* ». L'occasion de découvrir cette jeune artiste pop-rock, très prometteuse.

Immergée très jeune dans la musique, vous êtes aussi multi-instrumentiste !

J'avais 5 ans lorsque j'ai commencé. Ma mère m'a initiée au piano mais les sonorités de la guitare me plaisaient aussi. J'ai débuté dans la petite école de musique de mon village à Sorède. A 10 ans je suis entrée au conservatoire de Perpignan pour acquérir les bases classiques, et ensuite me diriger vers les musiques actuelles où j'ai appris basse et batterie.

Vous souvenez-vous de votre première composition ?

Je devais avoir 10 ans, j'étais chez ma grand-mère. La télé diffusait la chanson « *écris l'histoire* » de Grégory Lemarchal. Comme un déclic, je me suis installée au piano et j'ai commencé à poser quelques notes. Je me rappelle des paroles qui évoquaient la mer. Ma grand-mère n'avait pas deviné que c'était moi qui improvisais un morceau. Depuis petite j'avais envie de savoir si j'étais capable de m'approprier la musique.

Le confinement a-t-il été bénéfique ou non à votre créativité et à l'élaboration de l'EP ?

Le fait de manquer d'interaction avec l'extérieur a été difficile pour l'inspiration. La fin du confinement a amplifié mon envie

de créer et m'a motivée pour la sortie de mon premier EP. « *State of being connected* » a été édité en mai. J'ai travaillé dessus bien avant le confinement. Chaque chanson aborde les relations humaines : amour, amitié, conflit etc. Cet EP a été enregistré à Just Doudou Hit, avec Julien Lebart, et Nicolas qui m'accompagne sur scène à la batterie. Tout s'est fait dans la convivialité. J'ai aussi pris conscience l'aspect administratif très contraignant... Ma famille me soutient, c'est très important pour moi.

Le 25 vous serez en concert à la Casa musicale pour présenter l'EP. Que souhaitez-vous communiquer au public ?

Je suis très fière et souhaite que le public passe un bon moment, qu'il apprécie le concert même avec les contraintes sanitaires. Nous serons trois sur scène, le bassiste, le batteur et moi-même. Peu importe les conditions cela nous fera du bien d'être sur scène, et je suppose que le public a besoin de retrouver le live. Pour la suite, j'aimerais pouvoir présenter l'EP plus largement. La situation est compliquée, nous sommes les oubliés de cette crise. Je pense pourtant que les concerts font du bien aux gens.

Priscilla Beauclair
Interview complète sur www.letc.fr

La Compagnie Troupuscule crée Morphine

Résidence théâtrale. Actuellement en répétition à l'Archipel, Troupuscule présentera sur scène les 6 et 7 octobre sa nouvelle pièce *Morphine* mise en scène par Mariana Lézin.

Deux nouvelles de Mikhaïl Boulgakov, *Morphine* et *Récits d'un jeune médecin* sont à l'origine de cette nouvelle création de la compagnie Troupuscule. Et deux ans de travail sont déjà à l'œuvre pour la réaliser. Le thème de *Morphine*, c'est l'addiction. Qui ne connaît dans son entourage plus ou moins lointain quelqu'un en proie à ce tragique état ? Partir de deux textes assez nettement complémentaires pour en faire une pièce de théâtre impose une réécriture quasi totale. C'est cette aventure que nous ont contée, au cours d'une répétition dans les ateliers du théâtre de l'Archipel, Mariana Lézin, qui met en scène, Paul Tilmont et Brice Cousin, les deux interprètes de la réalisation.

Créer un texte pour la scène

Il faut d'abord réécrire le texte : Adèle Chaniolleau, dramaturge et Mariana Lézin s'y sont employées. Deux personnages sont présents dans les textes initiaux et l'un d'eux pourrait être Boulgakov. Jeune médecin confronté à des situations



Beau tissage pour aboutir à un objet vraiment théâtral, intégralement conçu pour la scène.

insoutenables, il était devenu morphinomane ; sa première épouse réussit à le délivrer de cet état. En l'état actuel de la pièce, Boulgakov s'éloigne, le travail d'écriture devant beaucoup à une plongée par les auteurs dans le thème de l'addiction. Mariana Lézin s'en explique : l'addiction conduit à la solitude, à la dépersonnalisation. Le fil conducteur de la réécriture va brouiller la distinction entre les deux personnages, et faire apparaître la dualité, la personnalité multiple que cet état confère au sujet. Les deux personnages seront donc tour à tour ou bien deux êtres distincts ou bien les deux aspects d'un même sujet, deux facettes possiblement interchangeables de l'être en proie à ses tourments.

Une aventure commune où rien n'est dissocié

Les comédiens nous expliquent comment, au fur et à mesure des versions du texte, ils les ont expérimentées sur le plateau, renvoyant leur ressenti aux deux dramaturges. Ainsi a évolué le thème au fur et à mesure des étapes de sa réalisation, avec aussi la prise en charge constante de tous les éléments : scénographie et construction des décors, lumières, musique et sons, costumes – ceux-ci particulièrement et très intentionnellement travaillés, jouant un véritable rôle -. Beau tissage pour aboutir à un objet vraiment théâtral, intégralement conçu pour la scène. A noter, aussi, que l'équipe a tiré grand profit de rencontres suivies avec le docteur Denis Rambour, psychiatre addictologue au centre hospitalier de Thuir, qui a éclairé pour eux tous les signes de la maladie. Un spectacle dur, sans doute, comme tous ceux de Troupuscule. Mais infiniment vivant, puissant, et révélateur. De quoi apprendre et réfléchir en partageant.

Yvette Lucas

Saint-Génis-des-Fontaines

Cloître. Vendredi 25 septembre à 16h. Mini récital de violoncelle par Magdalène Risel.

Saint-Laurent-de-la-Salanque

Foyer rural. Vendredi 25 septembre à 20h20. Les opérettes du soleil. 10 €.

Salses-le-Château

Mémorial. Vendredi 25 septembre à 18h. Vernissage et concert sur le toit.

Thuir

Eglise Notre-Dame-des-Victoires. Dimanche 27 septembre à 17h. Duo Canticel, Salve Regina. Libre.

Torreilles

Salle des fêtes. Samedi 26 septembre à 18h. Tous au spectacle, théâtre, Mile Davis ou le coucou. Gratuit.

Villeneuve-la-Raho

Salle des fêtes. Dimanche 27 septembre à 17h. Les Amis d'Alain Marinaro, récital de piano de Rémi Géniet. 12 €.

Vives

Salle communale. Vendredi 25 septembre à 20h. Automne musical en Vallespir. La Tour des Anges. 15 €.

L'Archipel a lancé sa saison

Spectacle vivant. C'était vendredi dernier, les retrouvailles de l'Archipel avec son public pour annoncer la programmation.

Pour le moment tant attendu de retrouver son public, l'équipe de l'Archipel avait fait les choses en grand, outre toutes les informations sur les spectacles de la saison, un petit spectacle était offert. Pourquoi les poules préfèrent être élevées en batterie était le titre de cette conférence spectaculaire, métaphore drôlatique de la condition humaine. On la doit à Jérôme Rouger et la compagnie La martingale. Sympathique mise en bouche pour une saison qui, comme à l'accoutumée, s'annonce des plus intéressantes, Brecht et Torretton en ouverture (24 et 25 septembre) c'est déjà un bon signe.

Plusieurs temps forts pour le premier trimestre, faisant la part belle à des troupes d'ici.

Morphine (6 et 7 octobre) d'après la nouvelle de Mikhaïl Boulgakov est la nouvelle création de la compagnie perpignanaise Troupuscule, elle aborde le thème de l'addiction.

La nuit sera calme de Moïse Traoré (15 et 16 octobre) avec la chanteuse malienne Rokia Traoré, est un spectacle entre théâtre et chant créé à Perpignan.

Le 24 octobre, le célèbre ensemble Les arts florissants jouera deux symphonies de Haydn.

On attend avec curiosité la création de Marie Clavaguera-Pratx et la compagnie *La lanterne dans Le gang* (3 et 4 novembre).

Histoire tirée de l'affaire du gang des postiches.

Place au jonglage les 6 et 7 novembre

avec l'artiste lunaire Jérôme Thomas dans *I-solo*.

On retrouvera le bouillonnant Israel Galvan dans *La consagracion de la primavera* en clôture d'Aujourd'hui Musiques qui se tiendra du 13 au 22 novembre.

Encore la Russie avec *Oneguine* (1, 2, 3 décembre) mise en scène de Jean Bellorini sur un texte de Pouchkine.

Folia, les 5 et 6 décembre, un spectacle chorégraphique qui mêle rap et baroque.

La chanteuse béninoise Angélique Kidjo sera sur scène le 10 décembre pour une *Odyssée africaine*.

Proximité de Noël oblige, le cirque *Eloize* déploiera ses fastes les 15, 16 et 17 décembre, pour tous les publics.

N.G.



Oneguine d'après Alexandre Pouchkine, mise en scène de Jean Bellorini.

La billetterie est ouverte depuis le 6 décembre, du mardi au vendredi de 12h à 18h30 et, exceptionnellement, le 26 septembre même horaire.

Réservation en ligne sur www.theatrede-larchipel.org

Vite

Je les ai écoutés attentivement. J'ai le sentiment que, lors de la journée d'action du 17 Septembre, les responsables syndicaux ont bien parlé, qu'ils ont dit l'essentiel sur la situation sociale, sur le plan de relance, sur la nécessité de renforcer toujours plus l'union des forces sociales, sur les formes de surdité du pouvoir, sur son incapacité à faire surgir d'une situation certes compliquée « un jour d'après » crédible. Il y a dans le discours syndical, et il le faut, tout le volontarisme pour faire face à quelque chose de totalement nouveau, dans un contexte inédit. Je mesure toute la difficulté de l'exercice et je remarque aussi que l'attention portée par les manifestants est plus grande que d'habitude, comme s'il y avait une attente.

Une complexité nouvelle

Parce que nous sommes confrontés à une complexité nouvelle avec le corona, l'affrontement entre le monde du travail et celui du pouvoir économique-politique (en clair le pognon) n'a d'autre dessein que de faire toujours plus « suer le bur-nous », que de renforcer sa domination et que de ne lâcher que ce qui permettra à la marmite de l'exploitation de poursuivre son « œuvre » sans exploser. Cet affrontement se double aujourd'hui de multiples enjeux. Enjeux de santé publique, sur une échelle mondiale, avec des réponses diverses selon les lieux, et des évolutions imprévisibles, enjeux

sur notre capacité scientifique à trouver la parade face à la bête, enjeux sur un nouveau civisme qui consiste à avoir des attitudes mutuelles et réciproques de protection.

Dans le même temps une nouvelle conscience écologique s'est fait jour. Notre vulnérabilité est une nouvelle donne. La mondialisation économique apparaît pour ce qu'elle est : un piège qui nous désarme totalement. La crise économique ne fait que commencer. Les dégâts sur la situation de l'emploi sont attendus.

Dans la panade ?

Le monde d'avant nous a conduits dans la panade. Nous attendons « un monde d'après », objet de toutes les aspirations. Macron nous sort une réincarnation de Pompidou, sous les traits de Castex pour conduire une caravane, embourbée, qui me semble incapable d'avancer, avec eux, sur la voie des changements et des progrès indispensables pour le plus grand nombre.

De ce monde nouveau, ni la droite, ni son extrême, ni le ni-ni macronien, ni le pouvoir économique-financier, ni la bourgeoisie, aurait dit Karl, ne veulent, pour pouvoir, une fois le corona assagi, faire comme avant, en un peu « plus pire », même. Observez comment dans nos temps troublés, ils poursuivent les uns et les autres leurs petits jeux politiques (et



© Jean-Paul

Photographie J.P.

je te prépare les prochaines élections, et je poursuis mes réformes, et je te manoeuvre tant et plus).

C'est trop lent

En face c'est aussi passablement compliqué. C'est pourtant le passage obligé pour nos espoirs. À gauche on se reparle, c'est déjà ça, mais les vieux démons veillent. Le souci de tirer pour soi les marrons du feu semble passer avant celui de s'unir dont tout progressiste véritable sait d'expérience qu'il est obligatoire. ON tergiverse donc ! ON dis-

serte ! ON soutient les luttes ! Mais ON n'avance pas très vite. En tous cas pas à la vitesse qu'attend le peuple.

C'est pourtant ce que veulent les centaines de manifestants de Perpignan, du 17, qui savent d'expérience que la lutte va continuer, qu'il faudra l'élargir, jusqu'à la rendre incontournable. S'y inscrivent les exigences de justice, de solidarité, de réponses tangibles aux besoins sociaux. Au TC notre choix est fait : il est impatient.

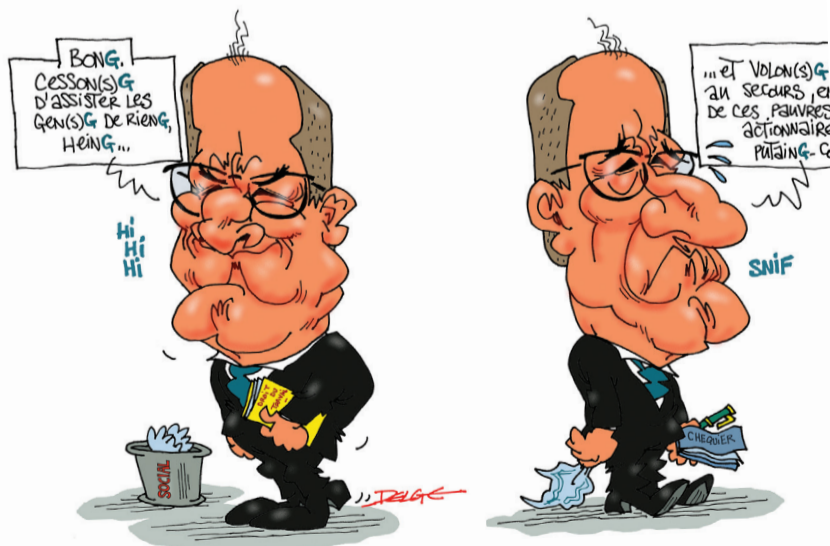
Vite ! L'avenir n'attend pas !

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par

DELGE

Castex et la pensée complexe :
JEAN QUI RIT, JEAN QUI PLEURE...



De la politique au Bocal du Tech

Les communistes de la section A.M.I. ont répondu présents à l'assemblée préparatoire à la conférence fédérale du 3 octobre prochain qui verra l'élection d'un nouveau secrétaire fédéral. Le « gros grain » a certes surpris mais n'a pas « mouillé » la coco sardinade qui a suivi. Ambiance chaleureuse et festive était au programme de ce rendez-vous au terrain du Bocal du Tech.